

du 18 mai
au 6 juillet 2009

Carrefour et Ikea bradent les droits

Ils affichent des chiffres d'affaires de plusieurs dizaines de milliards d'euros, sont présents dans une multitude de pays et ont des centaines de millions de clients à travers le monde. Carrefour, le mastodonte français de la grande distribution, et Ikea, la marque star d'ameublement suédoise, sont des « géants » de la distribution mondiale, à tous points de vues ... sauf celui du respect des droits. Ainsi à Denizli, en Turquie, chez Menderes Tekstil, l'un de leurs fournisseurs communs¹, un syndicat dénonce depuis des mois les conditions de travail dangereuses et la violation de la liberté syndicale des ouvriers qui fabriquent du linge de maison. Interpellés à de multiples reprises sur la question, en leur qualité de donneurs d'ordres, et en vertu des engagements publics qu'ils ont pris en matière de responsabilité sociale, Ikea et Carrefour tardent toutefois à prendre les mesures nécessaires pour répondre à ces demandes.



A Menderes Tekstil, quatre ouvriers ont trouvé la mort au cours des dernières années, dans de terribles accidents de travail. Le dernier s'est produit en novembre 2008 : un jeune homme de 26 ans est mort en tombant dans l'entonnoir d'une chaudière. Selon le syndicat national des travailleurs du textile Teksif, aucune mesure adéquate n'est prise pour garantir la sécurité des travailleurs.

En partenariat avec :



« Face à la multiplication des problèmes, nous avons organisé les travailleurs dans l'usine » explique Engin Sedat Kaya, représentant du syndicat national des travailleurs du textile, Teksif. « Mais depuis que la direction de Menderes a eu vent de notre activité syndicale, elle a convoqué les leaders du syndicat les uns après les autres, pour leur demander de quitter le syndicat, faute de quoi, ils étaient licenciés... ».

Liberté syndicale bafouée

Ces tentatives d'intimidation envers les membres du syndicat ont, selon ce dernier, débuté en mars 2008, lorsque les travailleurs ont commencé à s'organiser. Depuis, certains ouvriers ont été réaffectés à d'autres postes pour lesquels ils n'avaient ni qualification, ni formation appropriée. Pour ceux qui ont refusé de quitter le syndicat, d'être mutés ou de démissionner, la direction de Menderes est même allée jusqu'à harceler les membres de leur famille également employés dans l'usine.

En août dernier, des travailleurs et syndicalistes de Menderes ont protesté pendant 190 jours contre les licenciements injustes dont ils estiment avoir fait l'objet. Ils en ont alors appelé à la responsabilité des entreprises européennes et américaines qui se fournissent auprès de Menderes, et leur ont demandé d'intervenir. Cet appel a également été relayé par la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC) qui en janvier dernier a, à son tour, invité les entreprises clientes à prendre des mesures.



POUR EN SAVOIR PLUS

Le Collectif Ethique sur l'étiquette regroupe une vingtaine d'associations de solidarité internationale (dont Peuples Solidaires), de collectivités territoriales, de syndicats, de mouvements de consommateurs et d'éducation populaire. Il œuvre pour promouvoir le respect des droits de l'Homme au travail dans le monde. Il est la branche française du réseau Clean Clothes Campaign.
> www.ethique-sur-etiquette.org

La Clean Clothes Campaign est un réseau international de syndicats et ONG qui a pour objectif l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des organisations de travailleurs dans le secteur de l'industrie du vêtement.
> www.cleanclothes.org

Le rapport « Cash ! », publié en février dernier par la Clean Clothes Campaign, dénonce les violations des droits des travailleurs du secteur textile, chez des sous-traitants de cinq enseignes de la grande distribution, dont Carrefour. Y sont notamment mis en cause la répression des syndicats et l'insuffisance des audits sociaux.
> Retrouvez l'intégralité du rapport sur www.ethique-sur-etiquette.org

ECRIVEZ

> **Par lettre** : découpez les modèles ci-contre et envoyez-les directement à **nos cibles** (adresses au verso), **Carrefour** (tarif postal 0,56 €) et **Ikea** (tarif postal à 0,70 €), sans oublier d'inscrire vos coordonnées et de signer. **Compte-tenu de cette double cible exceptionnelle, nous ne pouvons vous proposer de lettre de soutien à notre partenaire Teksif pour cet appel.**

> **Par courriel** : set@memo.ikea.com ;
copie à : veronique_discours-buhot@carrefour.com

> **Délai de réaction** : dès réception, et jusqu'au 6 juillet 2009



Entre-temps, huit travailleurs licenciés ont porté leur affaire devant la justice, pour demander leur réintégration. Ces affaires sont actuellement en cours, mais les travailleurs craignent qu'elles ne soient pas jugées avant des années...

Réaction insuffisante des marques clientes

En octobre dernier, Ali Altamaz, directeur général de Menderes a déclaré : « *Nos vrais patrons sont les entreprises qui s'approvisionnent chez Menderes. Si elles nous demandent d'agir ou de négocier avec le syndicat, nous sommes prêts à le faire* ».

Les principaux clients de Menderes, parmi lesquels Carrefour et Ikea, ont été informés des problèmes dans cette usine depuis plusieurs mois. Malgré les différentes sollicitations dont ils ont depuis fait l'objet, ils n'ont jusqu'à présent pris aucune mesure susceptible de pousser Menderes à mettre fin aux abus rapportés.

Ikea a commandé un audit des conditions de travail chez son fournisseur turc, lequel n'aurait constaté aucune violation majeure des droits des travailleurs dans l'usine. Bien que les résultats de cet audit en particulier n'aient pas été rendus publics, la capacité des audits de ce type à mettre

« Nous voulons que Menderes reconnaisse la légitimité de notre syndicat, qu'il arrête de harceler nos membres, et qu'il accepte de discuter avec nous des mesures de sécurité à l'usine et de la politique de licenciement de l'entreprise », explique Engin Sedat Kaya du syndicat Teksif.

en lumière des violations des droits des travailleurs et notamment de la liberté syndicale dans des usines sous-traitantes a déjà été remise en cause à de multiples reprises. Et les violations rapportées par le syndicat Teksif dans l'usine de Menderes apparaissent en totale contradiction avec les engagements pris par la marque suédoise dans son code de conduite.

Carrefour, de son côté, a signifié son intention de répondre à ces diverses sollicitations, de manière coordonnée, avec d'autres entreprises clientes de Menderes. Cependant, après plusieurs mois de concertation, aucune véritable demande n'a été adressée à Menderes, et la réaction des marques semble trop timide pour que l'on puisse croire à une réelle volonté de résoudre les problèmes.

¹ Menderes Tekstil est le plus grand fabricant de linge de maison de Turquie. Outre Carrefour et Ikea, Menderes Tekstil fournit également d'autres grandes enseignes américaines et européennes comme Wal-Mart, Target, Kohl's, Otto ou encore Ibenia

Nom Prénom : **Date :**

Adresse :

Sir,

I have been informed by Peoples Solidaires and the Collective Ethique sur l'étiquette (Clean Clothes Campaign – France) of the serious trade union rights violations and bad working conditions at one of your Turkish suppliers, Menderes Tekstil. I understand that Ikea has commissioned an audit into the labour conditions at Menderes, and concluded that there were no major labour problems at the factory. I am very worried that such audits might not be able to reveal what is really going on in the factory and therefore urge you to demand from Menderes Tekstil that they meet with Teksif trade union and :

- reinstate with compensations and pay-back of salary arrears those workers currently engaged in court proceedings against Menderes ;
- acknowledge Teksif as a legitimate union at Menderes and recognize its right to represent its members;
- involve Teksif in the discussions around dismissals ;
- review occupational health and safety measures and disciplinary and grievance handling mechanisms.

Yours sincerely,

Signature :

Nom Prénom : **Date :**

Adresse :

Madame,

J'ai été informé/e par Peoples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette (Clean Clothes Campaign – France) des graves violations de la liberté syndicale, et des mauvaises conditions de travail chez l'un de vos fournisseurs turcs, Menderes Tekstil. Je suis extrêmement préoccupé/e par la situation des travailleurs qui fabriquent les produits que vous vendez et vous exhorte à exiger de Menderes Tekstil qu'il rencontre le syndicat Teksif et accepte de :

- réintégrer les travailleurs actuellement engagés dans des procédures judiciaires contre Menderes, et de leur verser les indemnités et les arriérés de salaires qui leur sont dûs ;
- reconnaître Teksif en tant que syndicat légitime à Menderes et le droit de ce dernier de représenter ses membres;
- impliquer Teksif dans les discussions liées aux licenciements ;
- réviser les mesures de santé et sécurité au travail et les mécanismes disciplinaires et de plainte.

Salutations distinguées,

Signature :

Traduction de la lettre de protestation à Ikea

Monsieur,

J'ai été informé/e par Peoples Solidaires et le Collectif Ethique sur l'étiquette (Clean Clothes Campaign – France) des graves violations de la liberté syndicale et des mauvaises conditions de travail chez l'un de vos fournisseurs turcs, Menderes Tekstil. Je sais qu'Ikea a fait faire un audit des conditions de travail à Menderes, et a conclu qu'aucune violation majeure n'avait cours dans l'usine. Je crains que de tels audits ne soient pas en mesure de révéler ce qui se passe réellement dans l'usine et vous exhorte à exiger de Menderes Tekstil qu'il rencontre le syndicat Teksif et accepte de :

- réintégrer les ouvriers actuellement engagés dans des procédures judiciaires contre Menderes, et leur verse les indemnités et les arriérés de salaires qui leur sont dûs ;
- reconnaître Teksif en tant que syndicat légitime et le droit de ce dernier de représenter ses membres;
- impliquer Teksif dans les discussions liées aux licenciements ;
- réviser les mesures de santé et sécurité au travail et les mécanismes disciplinaires et de plainte.

(Salutations)



10 quai de Richemont - 35000 RENNES (France)
Tél. : 02 99 30 60 53
Fax : 02 99 30 39 30
reseau-solidarite@peuples-solidaires.org
www.peuples-solidaires.org

Timbre
0,70 euros

Thomas Bergmark
Manager Social & Environmental Affairs,
Ikea Group
IKEA Services AB
Box 640
SE-251 06 Helsingborg
SWEDEN



10 quai de Richemont - 35000 RENNES (France)
Tél. : 02 99 30 60 53
Fax : 02 99 30 39 30
reseau-solidarite@peuples-solidaires.org
www.peuples-solidaires.org

Timbre
0,56 euros

Véronique Discours-Buhot
Directrice Développement Durable
Groupe Carrefour
26, quai Michelet
TSA 20016
92695 Levallois-Perret Cedex



PARTICIPEZ A NOS CAMPAGNES DE LETTRES



Appels Urgents N°328
10, quai de Richemont - 35000 Rennes

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

ENGAGEMENT

- Je participe aux actions de Réseau-Solidarité
 - en répondant à 5 appels par an
 - en répondant à tous les appels (entre 12 et 15 par an)

- Pour soutenir financièrement l'action de Réseau-Solidarité,
Je joins un chèque de euros

Cette participation est facultative. Les dons à Réseau-Solidarité sont déductibles des impôts à hauteur de 66% (dans la limite de 20% du revenu imposable).

Date et signature :

- Je souhaite recevoir davantage d'informations sur Réseau-Solidarité.